



**ARRETE ACCORDANT  
UN PERMIS DE CONSTRUIRE POUR UNE  
MAISON INDIVIDUELLE ET/OU SES ANNEXES  
AVEC PRESCRIPTIONS**

Délivré par le maire au nom de la commune

DESCRIPTION DE LA DEMANDE	Référence dossier
<b>Demande déposée le :</b> 18/03/2024 <b>Complétée le :</b> 06/04/2024	<b>N° PC 31560 24 T0001</b>
<b>Par :</b> SCI LDS représentée par Madame LAMBERT Gaëlle <b>Demeurant à :</b> 1131 Chemin de Gilet, 31290 Trébons-sur-la-Grasse <b>Pour :</b> Construction d'une maison individuelle isolée à étage avec un garage et une piscine <b>Sur un terrain sis :</b> 971 Chemin de Gilet, 31290 TRÉBONS-SUR-LA-GRASSE	<b>SURFACE DE PLANCHER créée :</b> 114 m <sup>2</sup> <b>LOGEMENTS créés :</b> 1

**LE MAIRE DE TRÉBONS-SUR-LA-GRASSE,**

Vu le Code de l'Urbanisme,  
Vu le Plan de Prévention des Risques Sécheresse prescrit en date du 15/11/2004 ;  
Vu la Carte Communale approuvée en date du 7/12/2006 ;  
Vu la prescription du Plan Local d'Urbanisme en date du 25/06/2013 ;  
Vu le projet situé en zone U du Carte communale  
Vu la demande susvisée ;  
Vu l'avis favorable du Syndicat Départemental d' Energie de la Haute-Garonne en date du 25 avril 2024 ;  
Vu l'avis favorable du Réseau 31 - Eau Potable en date du 13 mai 2024 ;  
Vu l'avis favorable du Maire de Trébons-sur-la-Grasse en date du 18/03/2024 ;

Considérant que le projet consiste en la construction d'une maison individuelle en R+1 avec garage et piscine sur un terrain cadastré section B numéro 69 sis 971 chemin du Gilet à Trébons-sur-la-Grasse (31290) et situé en zone constructible de la carte communale ;

Considérant l'avis favorable du Syndicat Départemental d' Energie de la Haute-Garonne en date du 25 avril 2024 ;

Considérant l'avis favorable du Réseau 31 - Eau Potable en date du 13 mai 2024 ;

Considérant l'avis favorable du Maire de Trébons-sur-la-Grasse en date du 18/03/2024 ;

Considérant qu'en application de l'article R.111-2 du Code de l'Urbanisme, « le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations » ;

**ARRETE**

**Article 1**

L'autorisation faisant l'objet de la demande susvisée est **accordée sous réserve des prescriptions mentionnées dans l'article 2.**

## Article 2

Le raccordement aux divers réseaux publics existants ou à créer est obligatoire notamment aux réseaux d'eau potable et de distribution d'énergie électrique et d'assainissement. Les parties de réseaux qualifiées d'équipements propres à l'opération sont à la charge exclusive du pétitionnaire. Le pétitionnaire respectera l'avis favorable du Réseau 31 - Eau Potable en date du 13 mai 2024.

Notifié en Mairie le 23/05/2024

SCILDS  
1131 chemin de gilet  
31290 TREBONS-SUR-LA-GRASSE

Fait à TRÉBONS-SUR-LA-GRASSE, le 23 MAI 2024  
Le Maire,

John STEIMER  
Maire de  
TREBONS SUR LA GRASSE



### Observation :

Conformément à l'Article R.462-4 du Code de l'Urbanisme, la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux devra être accompagnée d'un document établi par un contrôleur technique, un organisme certifié, un diagnostiqueur ou un architecte agréé, tel que mentionné à l'article R.111-20-4 du Code de la Construction et de l'Habitation, attestant la prise en compte de la réglementation thermique par le maître d'œuvre ou par le maître d'ouvrage, selon les cas prévus par l'article R.111-20-3 du même Code.

Date d'affichage en Mairie de l'avis de dépôt de la demande : 18 MARS 2024

Date d'affichage en Mairie de l'arrêté : 23 MAI 2024

Date de transmission à la Préfecture de l'arrêté :

### Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

***Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :***

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

*La présente décision et son dossier sont transmis au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

### INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

#### COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE

Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro de l'autorisation, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

#### DURÉE DE VALIDITÉ

L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

**DROITS DES TIERS**

La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

**OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES**

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par la plateforme de télérecours citoyens accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

